

**Pine Tree S.à r.l.**

**Société à responsabilité limitée**

*(anc.: Pine Tree S.A.)*

**Siège social : L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach**

**R.C.S. Luxembourg B 152.449**

**NUMERO 107.021 du répertoire de Me Jean SECKLER**

**NUMERO 4.850 du répertoire de Me Danielle KOLBACH**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE – REDUCTION DE  
CAPITAL - TRANS-FORMATION EN SOCIETE A RESPONSABILITE  
LIMITEE ET REFONTE DES STATUTS DU 30 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le trente décembre.

Par devant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean **SECKLER**, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

**A COMPARU:**

**GRAND BLEU S.à r.l.**, ayant son siège social à 127, Rue de Mühlenbach, L-2168, Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce du Luxembourg sous le numéro B 152.432.

ici représentée par Madame Cristiana **VALENT**, avec adresse professionnelle à Junglinster, en vertu d'une procuration lui délivrée,

Laquelle procuration, après avoir été signée « ne varietur » par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme « **PINE TREE S.A.** », avec siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, (R.C.S. Luxembourg B 152 449) a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 mars 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1061 du 20 mai 2010 (la « **Société** »)

- Que les trois mille cent (3.100) actions, chacune d'une valeur nominale de dix euros (10.- EUR). chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer

sur tous les points de l'ordre du jour desquels l'actionnaire unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

- Que l'ordre du jour est le suivant :

#### **ORDRE DU JOUR:**

- 1. Renonciation aux formalités de convocation;**
- 2. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société et décharge pour l'exercice de leurs mandats ;**
- 3. Réduction du capital social de la Société à concurrence de EUR 18.500 (dix-huit mille cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000 (trente et un mille euros) à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) par l'annulation de 1.850 actions (mille huit cents cinquante) d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune ;**
- 4. Changement de la forme juridique de la Société de société anonyme en sociétés en responsabilité limitée, souscription des parts sociales;**
- 5. Nomination de nouveaux gérants ;**
- 6. Changement de dénomination de la Société ;**
- 7. Refonte complète des statuts ; et**
- 8. Divers.**

Ces faits exposés et reconnus exacts par le comparant, actionnaire unique de ladite société, ce dernier prend les résolutions suivantes:

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée constate que l'actionnaire unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat et leur donne décharge pour l'exercice de leur mandat.

#### **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de dix-huit mille cinq cents euros (EUR 18.500,-) afin de le réduire de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) par annulation de mille huit cents cinquante (1.850) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune intégralement libérées en espèces.

Cette réduction se fait sous condition suspensive de transformation de la société en S.à r.l., tel qu'énoncé dans la résolution suivante.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une « *société anonyme* » en « *société à responsabilité limitée* », qui prendra dorénavant la dénomination de « **Pine Tree S.à r.l.** ».

Par cette transformation de la « *société anonyme* » en « *société à responsabilité limitée* », aucune nouvelle société n'est créée, et les **mille deux cents cinquante (1.250)** actions sont transformées en mille deux cents cinquante (1250) parts sociales ayant une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune et entièrement souscrites par **GRAND BLEU S.À R.L.**, ayant son siège social à 127 Rue de Mühlenbach, L-2168, Luxembourg.

La société à responsabilité limitée est la continuation de la société anonyme telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que dans le passif de cette société.

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

L'assemblée décide de nommer les gérants suivant avec effet immédiat pour une durée indéterminée:

- Madame Alexandra **DALLÜGE**, gérante, née le 21 june 1989 à Siegburg (Allemand), résidant à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,
- Monsieur Vincent **CHARLIER**, gérant, né le 2 september 1976 à Rocourt (Belgique), résidant à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, et
- Monsieur Vishal **SOOKLOLL**, gérant, né le 14 juin 1975 à Goodlands (Republique de Mauritius), résidant à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée décide de modifier le nom de la Société en « **PINE TREE S.à r.l.** ».

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec ce qui précède et pour les adapter aux dispositions réglementant les sociétés à responsabilité limitée et de les arrêter comme suit:

#### **S T A T U T S**

##### **Titre I.- OBJET - RAISON SOCIALE - DUREE**

**ARTICLE 1.-** Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée (la « **Société** ») qui sera régie par les lois y relatives, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que

modifiée de temps à autre (la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).

**ARTICLE 2.-** La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation de nature patrimoniale sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, ainsi que l'acquisition, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers situées soit au Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes opérations relatives à des biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés dont l'objet principal est l'acquisition, la gestion et ou la location de biens immobiliers. La société peut mettre ses actifs, y compris ses actifs sous jacents directs et indirects, à la disposition de ses associés et ce à titre gracieux. Elle peut leur en transférer la jouissance gratuitement.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans

l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations de nature civile qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

**ARTICLE 3.-** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4.-** La Société prend la dénomination de « **PINE TREE S.à r.l.** ».

**ARTICLE 5.-** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social de la Société pourra être transféré dans la commune de la Ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société peut ouvrir des succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance jusqu'à ce que la situation soit normalisée ; ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

## **Titre II.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

**ARTICLE 6.-** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500- EUR), représenté par mille deux cents cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix euro (10- EUR) chacune, intégralement souscrites et libérées.

En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés. Le montant d'un tel compte de prime

d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes parts sociales que la Société peut racheter à son/ses associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

Toutes les parts sociales donnent droit à des droits égaux.

**ARTICLE 7.-** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Tout transfert de parts sociales doit être constaté par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des fonds distribuables suffisants à cet effet.

**ARTICLE 8.-** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**ARTICLE 9.-** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la Société.

### **Titre III.- ADMINISTRATION ET GERANCE**

**ARTICLE 10.-** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 12 des Statuts. Si plusieurs gérants ont été nommés ils formeront un conseil de gérance. La rémunération du/des gérant(s), le cas échéant, peut être déterminée et modifiée par résolution prise par les associés de la Société dans les mêmes conditions de majorité.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

Les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des associés tombent dans la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Tout litige dans laquelle la Société apparaît comme demandeur ou comme

défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance représenté par le gérant délégué à cet effet.

En cas de gérant unique, la Société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents *ad hoc* pour des tâches déterminées.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation d'un gérant de la Société aussi souvent que l'intérêt de la Société le requière. Lorsque tous les gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront au Luxembourg. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente en personne ou par mandataire. Les résolutions du conseil de gérance seront valablement adoptées par la majorité des votes des gérants présents en personne ou par mandataire.

Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion. Lorsqu'une décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme étant prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion. Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée par un gérant ou lors d'une réunion du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, les résolutions du gérant unique seront documentées par écrit.

**ARTICLE 11.-** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société ; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Titre IV.- ASSEMBLEE DES ASSOCIES**

**ARTICLE 12.-** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent ; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**ARTICLE 13.-** Des assemblées générales pourront être convoquées par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout gérant.

Si tous les associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas, 1 (une) assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou de la première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représentée.

Les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des



associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

**ARTICLE 14.-** Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique. Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

**ARTICLE 15.-** Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire sur la base d'un relevé de comptes préparé par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts.

**ARTICLE 16.-** Les profits de la Société, après déduction des frais généraux des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution de la réserve, si à tout moment et pour quelle que raison que ce soit elle a été entamée. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

**ARTICLE 17.-** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Chaque année, au trente et un décembre, le bilan et le compte de profit et perte de la Société sont établis par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

#### **Titre V.- DISSOLUTION – LIQUIDATION**

**ARTICLE 18.-** La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son associé unique ou de l'un de ses associés.

La dissolution et la liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité (en nombre) des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou

plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Le surplus après paiement des charges, dettes dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les associés sur les parts sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux associés proportionnellement à leur détention respective.

#### **Titre VI.- DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 19.-** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

#### **FRAIS**

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de *mille cinq cents euros*.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### **D O N T A C T E**

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

#### **SUIT LA TRADUCTION ANGLAISE DU TEXTE QUI PRECEDE**

In the year two thousand and sixteen, on the thirtieth December.

Before Us Maître Danielle **KOLBACH**, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his absent colleague Maître Jean **SECKLER**, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

**GRAND BLEU S.à r.l.**, a company having its registered office at 127 Rue de Mühlenbach, L-2168, Luxembourg, filed with the Luxembourg trade and companies registry under the number B 152 432.

(the “**Sole Shareholder**”),

here duly represented by Mrs Cristiana **VALENT**, employee, professionally in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed *ne varietur* by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

- The appearing party is the sole shareholder of **Pine Tree S.A.**, a

Luxembourg public limited liability company (société anonyme), with registered office in L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg number B 152 449, incorporated by deed of the undersigned notary on the 30<sup>th</sup> of March 2010, published in the Mémorial C number 1061 on 20<sup>th</sup> May 2010 (the “Company”).

- That the 3100 (three thousands one hundred) shares with a nominal value of EUR 10 (ten euros) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

- That the agenda of the meeting is the following:

#### **Agenda**

- 1. Waiving of notice right;**
- 2. Resignations of the directors and statutory auditor and discharge to be given for the exercise of their mandate;**
- 3. Decrease of the share capital of the Company by an amount of EUR 18,500 (eighteen thousand five hundred euros) so as to raise it from its current amount of EUR 31,000 (thirty one thousand euros) to EUR 12,500 (twelve thousands five hundred euros) by the cancellation of 1,850 (one thousand eight hundred fifty) shares with a nominal value of EUR 10 (ten euros) each;**
- 4. Change of the legal form of the Company; subscription of the shares;**
- 5. Appointment of new managers;**
- 6. Change of the name of the Company;**
- 7. Full restate of the articles of incorporation of the Company.**
- 8. Miscellaneous.**

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

#### **FIRST RESOLUTION**

The meeting acknowledges that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda.

#### **SECOND RESOLUTION**

The meeting acknowledges the resignations of the directors and the statutory auditor with immediate effect and give them discharge for the exercise of their mandates.

### **THIRD RESOLUTION**

The meeting resolves to decrease the share capital of the Company by an amount of EUR 18,500 (eighteen thousands five hundred euros) so as to reduce the share capital from its current amount of EUR 31,000 (thirty one thousands euros) to EUR 12,500 (twelve thousands five hundred euros) by the cancellation of 1,850 (one thousand eight hundred fifty) shares with a nominal value of EUR 10 (ten euros) each.

This cancellation is conditioned by the change of the legal form of the Company into a private limited liability company, in the following resolution.

### **FOURTH RESOLUTION**

The meeting resolves to change the legal form of the Company from a public limited company into a private limited liability company, which will from now on be denominated “**Pine Tree S.à r.l.**”

Through this change, no new company is created and the one thousand two hundred fifty (1,250) shares with nominal value of ten euros (EUR 10) are converted into one thousand two hundred fifty partnership shares (1,250) with a nominal value of ten euros (EUR 10), fully subscribed by **GRAND BLEU S.À R.L.**, predefined.

The private limited liability company is the continuation of the public limited liability company as it has existed until now, with the same legal status and without any change occurring in both the assets and liabilities of the Company.

### **FIFTH RESOLUTION**

The meeting decides assign the following managers as follows with immediate effect for for an indefinite period:

- Ms. Alexandra **DALLÜGE**, manager, born on the 21<sup>st</sup> June 1989 in Siegburg (Germany), professionally residing at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,
- Mr. Vincent **CHARLIER**, manager, born on the 2<sup>nd</sup> September 1976 in Rocourt (Belgium), professionally residing at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach,
- Mr. Vishal **SOOKLOLL**, manager, born on the 14<sup>th</sup> June 1975 in Goodlands (Republic of Mauritius), professionally residing at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

### **SIXTH RESOLUTION**

The meeting decides to amend the name of the Company into « **Pine Tree S.à r.l.** ».

### **SEVENTH RESOLUTION**

As consequence of the foregoing resolutions, the meeting resolves to amend and fully restate the articles of association in order to adapt them to the articles relating to the limited liability companies. The articles will from now on be read as follows:

#### **CHAPTER I.- PURPOSE – NAME – DURATION**

**ARTICLE 1.-** A company (the “**Company**”) is established between the actual share owner and all those who may become owners in the future, in the form of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which will be ruled by the concerning laws and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “**Law**”) and the present articles of incorporation (the “**Articles**”).

**ARTICLE 2.-** The purpose of the Company is any operation related directly or indirectly to the holding of participations of patrimonial nature, in any form whatsoever in any companies, as well as the administration, management, control and development of such participations, as well as the acquisition, sale, management, lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in companies the principal object of which is the acquisition, management and/or lease of real estate properties. The company may put its assets, including its underlying assets, at the disposal of the shareholders free of consideration.

The Company may also use its assets to create, to manage, to improve and to liquidate a portfolio consisting of any assets, financial instruments, bonds, debentures, stocks, notes, securities, trademarks, patents or intellectual property rights of any kind, to participate to the ownership, administration, management, development and control of any enterprises, to acquire, by effect of contribution, subscription, assignment or purchase option or in any other way, any assets, trademark or patents or other intellectual property rights, to monetize any such assets or rights by effect of sale, assignment, exchange or otherwise, to develop such enterprises, trademarks, patents or other intellectual property rights, to grant to companies into which the Company has an interest any assistance, loan, cash or guaranty and/or to affiliated companies and/or companies that are part to its Groups of companies, the Group being referred to herein as the group of companies including mother entities, its subsidiaries and any other entity into which the mother entities or their subsidiaries hold a participation.

The Company may also be part of such transaction, it is understood that the Company shall not be part of any transaction which may bring the Company to be engaged in any activity which may be considered as a regulated activity of a financial nature:

- grant loans in any form or to acquire any means to grant credits and secure funds therefore, notably, by issuing securities, bonds, notes and other debt or equity titles or by using derivatives or otherwise;

- give access to, lend, transmit funds or provide credit access to or with subscription guaranties to or acquire any debt instruments, with or without guaranty, emitted by an Luxembourg or foreign affiliated entity, which may be in the Company's interest;

The Company shall conduct any act that is necessary to safeguard its rights and shall conduct all operations generally without limitation, including real estate operations, which relate to or enable its purposes.

In general, it may take any measures and carry out any operation of civil nature, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company shall not directly carry out any industrial activity or maintain a commercial establishment opened to the public.

**ARTICLE 3.-** The Company is established for an unlimited duration.

**ARTICLE 4.-** The Company shall take the name of “**Pine Tree S.à r.l.**”.

**ARTICLE 5.-** The registered office of the Company shall be in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

It may be transferred to any other place in Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may open branches in other countries.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

## **CHAPTER II.- CORPORATE CAPITAL – SHARES**

**ARTICLE 6.-** The Company's capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares of a nominal value of ten euro (EUR 10.-) each, all entirely subscribed and fully paid-up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any shares, which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

**ARTICLE 7.-** The shares shall be freely transferable between shareholders. They can only be transferred *inter vivos* or upon death to non-shareholder(s) if shareholders representing at least three quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Any transfer of shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable *vis-à-vis* the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

The Company may repurchase its own shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

**ARTICLE 8.-** Death, state of minority declared by the court, bankruptcy or insolvency of a shareholder do not affect the Company.

**ARTICLE 9.-** Creditors, beneficiaries or heirs shall not be allowed for whatever reason to place the assets and documents of the Company under seal, nor to interfere with its management; in order to exercise their rights they will refer to the values established by the last balance-sheet and inventory of the Company.

### **CHAPTER III.- MANAGEMENT**

**ARTICLE 10.-** The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting pursuant to the quorum and majority rules set forth in article 12 of the Articles. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers. The remuneration of the manager(s), if any, can be determined and modified by a resolution of the shareholders of the Company taken at the same majority conditions.

In dealing with third parties, the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the sole manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

The Company shall be bound in any circumstances by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures any two managers.

The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several *ad hoc* agents.

The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The board of managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any manager of the Company. In case all the managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

Meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg. The board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear or speak to each other. Participation in a meeting by such means is deemed to constitute participation in person at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Circular resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple counterparts of identical minutes and may be evidenced by letter or facsimile.

The minutes of a meeting of the board of managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager or during a meeting of the board of managers.



In case of a sole manager, the resolutions of the sole manager shall be documented in writing.

**ARTICLE 11.-** The managers in said capacity do not engage their personal liability concerning by the obligation they take regularly in the name of the Company; as pure proxies they are only liable for the execution of their mandate.

#### **CHAPTER IV.- GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS**

**ARTICLE 12.-** Each shareholder, without consideration to the number of shares he holds, may participate to the collective decisions; each shareholder has as many votes as shares. Any shareholder may be represented at general meetings by a special proxy holder.

**ARTICLE 13.-** Shareholders meetings may be convened by the sole manager or, in case of plurality of managers, by a manager.

If all the shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

Resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

**ARTICLE 14.-** In case that the Company consists of only one share owner, the powers assigned to the general meeting are exercised by the sole shareholder. Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

**ARTICLE 15.-** The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the sole manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

**ARTICLE 16.-** The incomes of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

**ARTICLE 17.-** The fiscal year shall begin on the 1<sup>st</sup> of January and terminate on the 31<sup>st</sup> of December.

Each year on the 31<sup>st</sup> of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the sole manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers.

## **CHAPTER V.- DISSOLUTION – LIQUIDATION**

**ARTICLE 18.-** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

In case of dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may not be shareholders and shall be nominated by the shareholders who shall determine their powers and compensations.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the shareholders on the shares of the Company. The final surplus will be distributed to the shareholders in proportion to their respective shareholding.

#### **CHAPTER VI.- GENERAL PROVISIONS**

**ARTICLE 19.-** All issues not referred to in these Articles, shall be governed by the concerning legal regulations.

#### **EXPENSES**

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand five hundred Euro.

#### **DECLARATION**

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in French, followed by an English version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**(s): Cristiana VALENT, Danielle KOLBACH**

---

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 janvier 2017.

Relation GAC/2017/302.

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (s.): G. SCHLINK

---